

Grèce :

les capitalistes veulent faire payer la crise aux travailleurs !

**Solidarité avec la Résistance grecque !
Préparons-nous au combat !**

Le déficit budgétaire de la Grèce s'élève à 12,7% de son Produit Intérieur Brut alors que l'Europe lui impose d'être en dessous de 3%. Comme dans bon nombre de pays d'Europe, cette augmentation du déficit public est la conséquence directe de la crise du capitalisme qui a obligé les Etats à s'endetter pour pouvoir tout simplement fonctionner.

Cependant, ce déficit a été amplifié par la spéculation financière orchestrée par le système bancaire qui a parié sur l'insolvabilité de la Grèce : aujourd'hui la toute puissance des banques dans ce système va jusqu'au point où ce sont elles qui définissent quels Etats sont ou ne sont pas solvables.

Résultat : sous l'injonction de l'Europe et du directeur de la banque européenne qui veulent à tout prix maintenir un euro « fort », et qui conditionnent en cela leur aide, **le gouvernement social-démocrate grec met en œuvre une thérapie de choc**. La conséquence essentielle est d'amputer fortement toutes les dépenses sociales : éducation, santé, retraites, salaires de la fonction publique, etc. Certains prévoient une diminution de 50% du pouvoir d'achat sur deux ans pour les grecs ! Car comme toujours, ce sont les classes populaires qui paient les pots cassés !

Prisonnier de son engagement européen et écrasé par l'Euro, la Grèce n'est plus maître de son destin **alors qu'une autonomie monétaire lui aurait évité le pire !**

C'est pourquoi en Grèce une forte mobilisation populaire a lieu actuellement, et qui pourrait être résumé par ce slogan scandé dans les rues d'Athènes : **cette crise n'est pas la nôtre, nous ne paierons pas votre crise !** La revendication « sortir de l'Euro » visant à retrouver une souveraineté monétaire n'est désormais plus un tabou !

Faillite de la Grèce : prémices d'une faillite de l'Europe !

Le cas de la Grèce n'est pas isolé : dans le même temps, le Portugal, l'Espagne, l'Italie, etc. ont eux aussi des dettes publiques qui explosent. Et **partout se profilent les mêmes recettes** sous prétexte de réduire l'endettement des pays. Ce mécanisme orchestré par l'Europe vise à poursuivre le démantèlement des acquis sociaux de l'après-guerre.

Et en France ? Elle n'est pas à l'abri. Sa dette publique a également explosée : elle est passée à 83% du PIB. Avec un chômage officiel qui dépasse à nouveau 10%, des

salaires en stagnation voire en régression, des actifs de plus en plus en situation précaire du fait de la destruction des acquis sociaux en matière de travail, etc., le gouvernement français met en place également les mêmes recettes.

Afin de réduire son déficit public il prévoit le **non remplacement d'un fonctionnaire sur deux**, il **rogne sur les dépenses de santé** et il continue à vouloir **saborder le système de retraite par répartition**, à travers une « réforme » en préparation. En un mot, **il s'attaque à tous les acquis arrachés de haute lutte et imposé après guerre par le Conseil National de la Résistance**.

Alors que **les banquiers font des profits scandaleux** après avoir été sauvés de la faillite grâce à l'argent public, dans tous ces pays, ceux qui subissent les conséquences des choix économiques, politiques nationaux et européens sont partout les mêmes : il s'agit des classes populaires, des travailleurs, des femmes, des étrangers, des jeunes, etc.

Et **les capitalistes sont vraiment sans vergogne** : l'UE (Allemagne et France en tête) emprunte à un taux de 3% sur les marchés financiers pour « prêter » 30 milliards d'euros à la Grèce... qui devra rembourser avec un taux de 5% ! **Le gain sera donc de 700 millions d'euros pour les pays prêteurs... pris directement dans la poche des travailleurs et du peuple grec !** Tout cela camouflé sous un discours de « solidarité » !

Le peuple grec, avec à sa tête le Parti Communiste Grec, est entré en Résistance ! Ils sont aujourd'hui les premiers sur la ligne de front. Prenons exemple sur eux et préparons-nous au combat !

**et demain
A QUI LE TOUR?**



Deux députés allemands du Bundestag, membres de la coalition gouvernementale d'Angela Merkel proposent à la Grèce de vendre ses îles inhabitées, l'Acropole, le Parthénon,... pour résorber sa dette. Vous imaginez la France, bientôt dans le pétrin devoir vendre la Tour Eiffel, le Louvre, Notre-Dame de Paris ou le Château de Versailles? L'EUROPE ne sera toujours qu'un fléau pour les travailleurs, les peuples et les nations. Il faut en sortir avant qu'il ne soit trop tard!

Coordination Communiste 59/62

pour la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire

BP51, 59007 Lille Cedex - coordcommuniste@numericable.fr
<http://www.rassemblementcommuniste.org>

